

idées & débats

La marche sans fin du désarmement nucléaire

Jacques Hubert-Rodier
@jhrrodier
—Editorialiste de politique internationale aux « Echos »

Peut-on rêver d'un monde sans armes nucléaires ? Plus de 75 ans après les bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki d'août 1945, le débat est toujours ouvert.

Le 22 janvier dernier, le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) des Nations unies, entré en vigueur après avoir franchi, en octobre dernier, le seuil des 50 ratifications. Aujourd'hui, ils sont 51 sur les 122 Etats qui l'ont déjà approuvé. Et les antinucléaires s'attendent à d'autres ratifications dans les semaines à venir.

Cette interdiction de « l'arme la plus puissante jamais employée par l'homme » selon les mots de Jean-Marie Collin, porte-parole en France de l'ICAN (Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires), prend exemple sur les conventions sur l'interdiction des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions et fait suite au traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Un dernier accord qui n'est toujours pas entré en vigueur. Mais depuis le début du siècle, seule la Corée du Nord a effectué des essais nucléaires.

Désormais, affirme l'ONG ICAN, qui a été couronnée en 2017 du prix Nobel de la paix, les armes nucléaires sont « illégales ». Ce traité prévoit même des dispositifs pour empêcher les financements du nucléaire militaire, souligne Jean-Marie Collin. Mais il n'est pas certain que cela soit efficace. Car le monde est loin d'avoir tourné la page de l'ère nucléaire.

L'obstacle, infranchissable aujourd'hui, demeure l'opposition des neuf puissances dotées d'armes nucléaires. Les Etats-Unis et la Russie détiennent environ 90 % du stock des 13.500 têtes nucléaires ; la Chine, le Royaume-Uni, la France, le Pakistan, l'Inde, la Corée du Nord et Israël détiennent les quelque 10 % restants.

Dans un signe de détente, après les imprévisibles sauts d'humeur de Donald Trump, son successeur

“

L'ANALYSE DE LA RÉDACTION
Ni le renouvellement de l'accord entre la Russie et les Etats-Unis, intervenu le 3 février et réduisant leurs arsenaux nucléaires, ni même le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) ne peuvent dissiper la menace de l'apocalypse planétaire.

●

Les points à retenir

- Depuis le 22 janvier, le traité sur l'interdiction des armes nucléaires des Nations unies (TIAN) est entré en vigueur.
- Mais le monde est loin d'avoir tourné la page : les neuf puissances dotées de l'arme atomique font obstacle à une interdiction pure et simple.
- L'idéologie de la dissuasion perdure, y compris chez les pays qui ne disposent pas de cette arme mais vivent sous la protection d'une des puissances nucléaires.
- Malgré la prolongation de l'accord New Start entre Moscou et Washington, les arsenaux nucléaires restent suffisants pour détruire la Terre plusieurs fois.
- Les Etats-Unis considèrent que la Corée du Nord, la Russie et la Chine sont des menaces.
- Ainsi que l'Iran. Mais un retour de Joe Biden dans l'accord de Vienne ne serait pas du goût des alliés israéliens et saoudiens.

Joe Biden, quelques jours seulement après son arrivée à la Maison-Blanche, a donné son accord à la prolongation pour cinq ans, jusqu'en 2026, du traité russo-américain New Start. Ce traité vise à limiter les arsenaux de la Russie et des Etats-Unis à un maximum de 1.500 ogives déployées pour chacun des deux pays et à restreindre le nombre de lanceurs lourds et des bombardiers à 800.

Certes, il s'agit d'une avancée politique importante entre les deux pays, comme l'a souligné le président Vladimir Poutine en obtenant la ratification rapide du New Start par la Douma. Mais les arsenaux nucléaires restent largement suffisants pour détruire la Terre plusieurs fois, même s'ils ont été réduits par rapport au niveau record de 1986 de 70.000 armes nucléaires.

En outre, l'accord de réduction des armes nucléaires ne concerne ni les Européens ni la Chine, qui a accru son arsenal (quelque 320 ogives). Pékin, tout en affirmant qu'il s'agit d'une arme purement défensive, garde en outre un certain flou sur sa doctrine. Quant à la France, elle considère le nouveau traité sur l'interdiction des armes nucléaires comme « inadapté au contexte sécuritaire global » et ne permettant pas de faire face à la prolifération des armes de destruction massive.

Mais les neuf puissances nucléaires ne sont pas les seules à s'opposer à une interdiction pure et simple de l'arme nucléaire. Des pays comme les Pays-Bas et l'Allemagne sont décidés à rester sous le parapluie nucléaire des Etats-Unis, ainsi que d'autres pays européens. Environ 20 bombes thermonucléaires américaines sont ainsi déployées sur la base aérienne de Büchel dans le sud-est de l'Allemagne, dans le cadre de l'Otan. En outre, ce sont des pilotes allemands qui seraient chargés de piloter les avions nucléaires.

Presque tous les pays d'Europe, à l'exception notable de l'Irlande, du Vatican, de Saint-Marin, de l'Autriche et de Malte, se sont tenus à l'écart du traité d'interdiction. Car le fondement idéologique de la dissuasion n'a pas disparu avec la fin de

la guerre froide. « L'équilibre de la terreur » demeure une donnée des relations internationales. Ce qui est aujourd'hui paradoxal car la majorité des conflits sont asymétriques et s'apparentent plus à des guerillas qu'à des guerres entre deux Etats.

Cependant, selon le dernier examen du dispositif nucléaire des Etats-Unis (Nuclear posture review 2021), « les armes nucléaires doivent être maintenues pour dissuader des menaces d'une échelle et d'un type qui ne peuvent être contrées par d'autres moyens ». Pour Washington, les menaces nucléaires sont clairement identifiées : la Corée du Nord, la Russie et la Chine. Du moins dans l'immédiat.

Washington voit dans les ambitions nucléaires de l'Iran l'autre grande menace. L'une des tâches prioritaires du président américain sera de décider une réintégration ou non de l'accord de Vienne de 2015 conclu avec l'Iran. Joe Biden s'est engagé à un retour. Mais à quelle condition, sans se mettre à dos les alliés israéliens et saoudiens ? Et comment contrer l'Iran qui a franchi les seuils fixés par l'accord en enrichissant l'uranium à 20 % et en se rapprochant du seuil pour fabriquer une bombe (90 %) ?

Le désarmement est en outre peu vraisemblable alors que l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord ne sont pas prêts à rejoindre le traité

de non-prolifération (TNP) qui couvre pourtant 191 pays.

Reste un élément sur lequel comptent les antinucléaires : de plus en plus de voix s'élèvent contre cette arme de destruction massive « Il s'agit d'un crime contre l'humanité et sa dignité et contre toute possibilité d'avenir ». Le pape François comme ses prédécesseurs, n'a cessé de plaider pour un monde sans armes nucléaires et il trouve, lui aussi, un écho dans le monde.

En attendant l'horloge de l'apocalypse établie par l'ONG « Bulletin of Atomic Sciences » est restée cette année à moins de 100 secondes. Une indication de l'extrême vulnérabilité du monde. ■



LE COMMENTAIRE

de Pascal Perri

Combattre le défaitisme français par la prise de risque

Y a-t-il un malaise spécifiquement français ? Un mal-être collectif qui nous appartiendrait en propre et qu'on ne retrouverait pas chez les autres ? Les Français, qui ont été le peuple le plus joyeux et le plus envié du monde, sont frappés par le défaitisme et la désillusion. La glorification du passé n'est pas étrangère à ce changement de psychologie. Notre goût collectif pour la mémoire a tendance à chasser le présent. Qui plus est dans un pays où l'avenir est perçu comme un ris-

quise, assuranciel et tutélaire donne des signes de faiblesse, le monde du travail est plus incertain, enfin, dans nos vies personnelles, la perspective d'une fin, rappelée par la pandémie, est jugée intolérable. Comme le dit François Bert (« Le Temps des chefs est venu », Edelweiss Editions), la période appellerait du discernement là où la gouvernance publique produit de l'activisme et de la confusion.

L'Etat assureur en dernier recours est souvent pris en défaut. Pas plus que dans d'autres pays

manœuvre de précision. Au lieu de proposer un cap clair, le commandement multiplie les bavardages qui suscitent plus d'inquiétude que d'apaisement. Ces rendez-vous de la parole entretiennent le sentiment de perte de contrôle, « on ne sait pas où on va » !

Le gros paquebot administratif français est peu adapté à la manœuvre

ché mondial de l'intelligence. D'un côté, la santé publique qui reste en France sous la protection de l'Etat et pour laquelle l'enjeu est de garantir un accès présumé gratuit, de l'autre, l'économie de la recherche qui est aussi une économie de l'incertitude et dans laquelle la prise de risque est élevée. Nous manipulons collectivement le mythe d'une santé publique gratuite pour dire que la vie n'a pas de prix (ce qui est juste), tandis qu'une partie de l'opinion, encouragée par le populisme économique, vou-

à tous ! » Réflexion toxique qui aboutit à finalement abolir tout prise de risque et donc tout progrès en décourageant la création vouée à la gratuité.

Comme le dit l'économiste Emmanuel Combe, il faut choisir la dépendance pour éviter de la subir. La France doit mieux respecter le capital privé français consacré à la recherche. A défaut, elle dépend de capitaux étrangers, voire étrangers, moins soucieux des intérêts du pays. La science nous permettrait de retrouver une maîtrise raisonnable